

## La paix armée et le problème d'Alsace-Lorraine dans l'opinion française (1871 — 1914)

Par le traité de paix, signé à Francfort le 10 mai 1871, la France cédait à l'Allemagne l'Alsace et le nord de la Lorraine<sup>1</sup>. Le désastre militaire, l'amputation d'une partie du territoire ainsi que l'insurrection de la Commune, marquèrent fortement les esprits. Sous différentes formes, ces trois événements ne vont cesser d'avoir un profond retentissement sur le comportement politique de la majorité des Français et plus particulièrement sur l'évolution du sentiment national. Celui-ci variera selon les générations, la situation politique intérieure et l'évolution des relations internationales.

Jusqu'en 1914, on peut, d'une façon générale, distinguer trois courants: le premier (1871 à 1885) est celui d'un nationalisme lié à la défaite et axé sur la défense extérieure, le second (1885 à 1905) est au contraire un nationalisme où les préoccupations d'ordre interne prennent le pas sur celles du retour de l'Alsace-Lorraine, le troisième (1905 à 1914) est caractérisé par un renouveau du désir de revanche.

### I

En février 1871, les Français élirent dans la hâte l'Assemblée qui devait faire la paix. Elle comprenait quelque 500 députés catholiques, grands propriétaires terriens et monarchistes<sup>2</sup> qui pendant cinq ans vont diriger la France. Quatre mois plus tard, le 2 juillet 50 départements enverront 112 républicains sur 117 élus à l'Assemblée. Que s'est-il

passé? En février, les Français avaient voté pour la paix et, après l'avoir obtenue, ils s'étaient prononcés en faveur de la République<sup>3</sup>. Mais pour quelle République?

"Est-ce à la République radicale que les électeurs venaient de se rallier? Oui, dans quelques grandes villes (Marseille, Limoges, Toulouse, Lyon, Paris), dans quelques régions méridionales (la région narbonnaise, les vallées de la Durance et du Var)... Et ailleurs? Le pays avait-il voté pour la République patriote guerrière, à laquelle Gambetta pendant les trois mois de sa dictature avait donné voix et figure? Oui, dans l'Est, sur la frontière saignante de l'Alsace et de la Lorraine, dans ces régions où l'armée allemande s'installait pour un temps dont le terme n'apparaissait pas. Mais dans ces campagnes du Nord, du Centre, de l'Ouest même, dont la réponse venait d'être si nette, les réactions populaires avaient été bien différentes. Là sans doute on s'était borné à accepter le fait accompli, à exprimer le vœu que fut gardée cette République qui, présidée par Thiers, avait donné la paix, repris Paris à la Révolution, rétabli l'ordre"<sup>4</sup>.

Ces diverses conceptions du régime qui devait gouverner la France seront à la base des orientations contradictoires que prendra le nationalisme français. Si opposés qu'ils soient, les députés auront une ardeur, une volonté, un désir commun: régénérer le pays, le préparer à la revanche, lui rendre son ancienne grandeur. En réalité ce souci de préparer la revanche sera moins le fait de la République des Ducs que du gouvernement qui lui succéda. Il est vrai que la droite était en 1871 pour la paix et qu'elle continuera pendant quinze ans à être hostile à toute aventure extérieure<sup>5</sup>. Si elle désire un renouveau de l'armée, la reconstitution de la force française, si elle vote le service militaire obligatoire, c'est qu'à l'exemple du duc d'Audrifret-Pasquier, elle craint les révolutions et que les souvenirs de la Commune comptent peut-être davantage pour elle que ceux de la défaite.

Bien que Charles Maurras ait écrit que de 1871 à 1897 la Revanche ait été Reine de France, il ne semble pas qu'el-

le ait été pendant les dix premières années le but de la droite. En effet, pendant cette période, la droite s'occupe peu ou pas du tout de l'Alsace-Lorraine. Si elle vote le service militaire obligatoire c'est surtout, comme nous venons de le dire, dans un autre but. La droite n'est pas militariste<sup>6</sup> ou du moins pas encore.

A partir de 1876 les républicains triomphent de la droite. C'est avec Gambetta que le vieux jacobinisme et son exaltation patriotique font leur entrée au gouvernement. Les républicains gambettistes qui avaient voulu continuer la guerre<sup>7</sup> vont désormais cristalliser autour de l'Alsace et de la Lorraine leur désir de revanche. Celle-ci doit servir à unir les Français, à assurer l'indépendance et la grandeur du pays face au danger allemand. Pour réaliser ces buts, l'armée et l'enseignement serviront de véhicule à la France renouvelée.

L'idée de revanche sera nourrie inlassablement. A l'école seront continuellement évoqués le culte de l'armée, l'héroïsme de la résistance nationale, les souffrances des provinces perdues, l'opprobre du vainqueur, l'amour inconditionnel de la patrie, l'acceptation du sacrifice suprême qu'elle est en droit d'exiger. Les cartes de géographie qui portent au nord-est de la France une grande tache noire recouvrant les provinces perdues rappellent sans cesse aux élèves la défaite militaire de la guerre franco-prussienne. Les bataillons scolaires entraînent les enfants à leur futur rôle de soldat<sup>8</sup>.

Les républicains gambettistes réservent à l'armée un rôle important. Elle incarne tous les espoirs de la renaissance française; elle constitue avec l'enseignement le moyen de façonner un nouveau type d'homme. Si pour la République des Ducs, l'armée était apparue comme un instrument d'ordre social, pour la République opportuniste elle constitue surtout un moyen de s'opposer à toute tentative de restauration

monarchique. De plus, il y a chez certains l'intention de faire de l'idée nationale l'objet d'une sorte de culte positiviste, de religion laïque destinée à "supplanter la religion du surnaturel et dont l'instituteur et l'officier seraient chargés d'assurer le sacerdoce"<sup>9</sup>. Les républicains n'avaient pas toujours été militaristes. C'est la défaite qui a provoqué la répudiation d'un courant humanitaire et pacifiste fort à la mode à la fin du Second Empire. De nombreux cosmopolites, blessés par l'invasion et la mutilation du territoire rejettent leur rêve de fraternisation universelle. "Vous souvenez-vous - écrit Jules Ferry quelques années après la guerre - que sous l'Empire nous ne disions pas beaucoup de bien du militarisme? Vous-rappelez-vous les vagues aspirations vers le désarmement général [...]"<sup>10</sup>.

Quant au problème de l'Alsace-Lorraine jusqu'en 1885, c'est surtout les "optants" qui vont attirer l'attention des Français et attirer leur sympathie. Le traité de Francfort avait précisé que les Alsaciens et les Lorrains nés ou domiciliés dans les territoires annexés pourraient conserver la nationalité française à condition d'opter pour celle-ci avant le 1 octobre 1872 et de transférer leur domicile en France. Ce sont ces émigrés qui entretiendront dans les années à venir le culte des provinces perdues. Ceux qui sont restés en Alsace-Lorraine ils s'opposeront, pour la plupart, pendant une quinzaine d'années à la germanisation entreprise par les autorités allemandes.

D'autre part la littérature<sup>11</sup>, la poésie<sup>12</sup>, les chansons<sup>13</sup>, partagèrent les émotions populaires et entretinrent le souvenir de la défaite et la croyance en une revanche future. Elles évoquèrent le drame des provinces perdues, les douleurs de l'exode, les souffrances des réfugiés, elles brossèrent du vainqueur une image brutale, grossière, sauvage, barbare qui s'oppose à celle du "bon allemand" naïf,

artiste, philosophe, musicien, qui avait cours sous le second Empire<sup>14</sup>. C'était, on est tenté de le dire, pour les Français une façon de se venger de la défaite. Ils croyaient se rassurer en opposant la civilisation à la barbarie, l'intelligence à la brutalité.

Entretenir dans le pays le souvenir de l'Alsace-Lorraine et le culte des vertus patriotiques, le préparer sur un plan militaire à la revanche, c'étaient aussi les buts de la "Ligue des Patriotes" fondée le 18 mai 1882. Pendant près de cinq années, la Ligue, qui est présidée par l'historien Henri Martin et qui recrute ses adhérents dans les milieux de la République Gambettiste, poursuivra son oeuvre éducative définie par l'art. 2 de son statut: "La Ligue a pour but de développer les forces morales et physiques de la nation. Elle a pour moyens la propagande et l'organisation de l'éducation militaire et patriotique par le livre, la gymnastique et le tir"<sup>15</sup>. Malgré un tel programme l'attitude des pouvoirs publics à son égard demeurait pendant longtemps embarrassée et équivoque, allant du patronage officiel ouvertement donné à certaines de ses manifestations à un désaveu de plus en plus nettement marqué à partir de 1884<sup>16</sup>.

Quelle était la raison des ces hésitations? On doit la rechercher, il nous semble, dans l'ambiguïté de la politique gouvernementale, qui prônait sans cesse une revanche tout en ne désirant pas y recourir<sup>17</sup>. Dix ans après la défaite certains Français commencent à douter de sa réalisation, d'autres la redoutent. Après avoir fait la force des républicains, uni les masses populaires dans une obsession commune, la revanche se retourne contre eux. L'attitude équivoque du gouvernement va jeter une partie des patriotes, qui avaient cru au désir sincère de la revanche, dans le boulangisme et, ensuite, dans la droite nationaliste.

## II

Quinze années à peine après le grand choc de 1871, le nationalisme sera de moins en moins axé sur la "Revanche". Plusieurs raisons expliquent cette évolution. La France traverse à ce temps-là une crise économique et morale à la fois. Les grands rêves des lendemains de la défaite<sup>18</sup> semblent être abandonnés. Les milieux officiels se taisent sur la reprise de l'Alsace-Lorraine. Les luttes intérieures accablent les prophètes de la revanche qui, déçus, passent à l'opposition parlementaire. Il y a également un phénomène de génération qui se renouvelle au fur et à mesure que la défaite s'éloigne. Il y a enfin l'attitude de la population des pays annexés qui se résignent à la situation qui leur est faite. La cause principale de la crise du nationalisme français né de la défaite était la politique coloniale.

L'arrivée de Jules Ferry au gouvernement va décider de la conquête d'un nouvel empire colonial. Tout d'abord la France établit son protectorat sur la Tunisie<sup>19</sup>, ensuite elle s'empare de l'Annam et du Tonkin, et enfin elle étend sa domination sur le Congo et Madagascar<sup>20</sup>. Ferry désire redonner à la France puissance, grandeur et prestige. En outre il veut s'assurer une large participation au mouvement d'impérialisme conquérant qui pousse les grandes puissances européennes au partage des continents africain et asiatique. Mais cette volonté d'expansion rencontre l'opposition de la droite conservatrice et de la gauche radicale qui considèrent que l'entreprise coloniale détournera l'attention de l'Alsace-Lorraine<sup>21</sup> gaspillera les ressources du pays, diminuera son potentiel militaire, entrainera peut-être la France dans des complications internationales, enfin, fera le jeu de Bismarck qui, en effet, encourage la France dans cette voie<sup>22</sup>.

Pour répondre aux attaques dont elle avait été l'objet, la politique d'expansion coloniale est revêtue par Ferry en

doctrine où la "mission humanitaire" de la France devient inséparable de la grandeur nationale. On y exalte l'oeuvre civilisatrice de la France, tâche conforme à l'idéal de progrès humain. On insiste aussi sur les profits que la métropole peut retirer au point de vue économique et militaire des pays d'autre-mer, profits qui pourront être utilisés pour la reconquête de l'Alsace-Lorraine. Particulièrement violent entre 1880 et 1890, l'affrontement entre ces deux formes de nationalisme, l'une d'expression mondiale, l'autre de rétraction continentale, ira en diminuant et sera quasiment nul avant 1914, sauf dans les milieux de l'extrême gauche socialiste. Les radicaux arrivés au pouvoir en 1902 continueront la politique coloniale de leurs prédécesseurs. C'est le Maroc qui va rapprocher les deux conceptions opposées du nationalisme. En effet, l'expansion française rencontre là-bas l'opposition allemande. S'imposer au Maroc c'est donc s'opposer à l'ennemi traditionnel.

"J'aime le Maroc parce qu'il est dans le destin de la France - note M. Barrès dans son journal de l'année 1912. Oui, je me réjouis du Maroc, parce que c'est une affaire européenne et qui peut nous servir sur le Rhin"<sup>23</sup>.

Ainsi la première crise du nationalisme français avait été provoquée par la politique coloniale. La seconde crise sera plus grave, et divisera profondément et pour longtemps le pays. Celle-ci est l'expression de l'ambiguïté qui se trouve à la base du nationalisme qui tentôt prend un aspect révolutionnaire, tantôt un aspect traditionaliste et contre-révolutionnaire, prônant un renforcement de l'autorité. Le "boulangisme", dont il s'agit ici, est né à gauche et même à l'extrême gauche républicaine et il allait connaître une évolution politique assez semblable à celle de la "Ligue des Patriotes" et insensiblement allait être "récupéré" par la droite<sup>24</sup>.

C'est un mouvement qui exprime à ses débuts la déception, l'attente trompée, la désillusion des milieux de gauche qui comprennent que la République les a trahis tant sur le plan social que sur celui de la revanche. Il attire les républicains<sup>25</sup> que leur patriotisme déçu amènent à désirer une réforme du régime républicain. C'est au nom de la patrie blessée qu'ils contestent l'ordre établi.

Le culte de la revanche est retourné contre les institutions existantes qui se sont montrées incapables de réaliser les rêves nés de la défaite. L'attitude de Déroulède devenu président de la "Ligue des Patriotes" peut en servir d'exemple. Il a écrit: "Depuis dix-sept ans je veille et je guette et je n'ai rien vu qui m'ait consolé. Depuis dix-sept ans je parle, je crie [...] et je n'entend rien qui m'ait répondu"<sup>26</sup>. A partir de 1886 Déroulède accusait la République d'oublier les grands impératifs nationaux et se dit "écoeuré" des actes de cette "République de lacheté". Par cette confession il se rallia au boulangisme<sup>27</sup>.

Après l'échec du boulangisme, le mouvement glisse vers la droite conservatrice. La gauche révolutionnaire, influencée par la propagande pacifiste et antimilitariste l'abandonne, mais la population de Paris et de quelques grandes villes lui conserve sa fidélité. Il est significatif que ce soit la personne d'un militaire qui ait cristallisé tous les espoirs de la nation déçue. Pour les républicains, déjà en 1871, l'armée représentait le grand espoir d'un nationalisme militaire, l'espoir de régénération de la patrie. Il était donc logique qu'un général apparaisse comme le sauveur providentiel. Quelques années plus tard éclate l'affaire Dreyfus qui va déchirer le pays et jeter les nationalistes vers la droite et l'extrême droite. Barrès et Maurras vont lui assurer nouvelle doctrine.

Ce que désire Barrès, c'est sauver la France des dissensions, des oppositions qui divisent si profondément le

pays. Ce qu'il demande au nationalisme français c'est de résister aux menaces extérieures, au germanisme dans les provinces annexées, c'est de défendre une certaine manière de vivre, de penser, une certaine forme de civilisation. C'est tel nationalisme qu'il expose dans ses livres: Au service de l'Allemagne et Colette Baudoche.

Les préoccupations de Maurras seront moins d'ordre moral que politique. Pour sauver la France, il faut lui donner les institutions capables d'assurer sa survie et son salut. Dans L'Enquête sur la Monarchie, publiée en 1900, Charles Maurras condamne la démocratie au nom de l'histoire, de la science et de la raison et propose l'institution d'une Monarchie "héréditaire, traditionnelle, antiparlementaire et décentralisée" pour assurer la survie de la nation"<sup>28</sup>.

En juillet 1899, une petite revue, "Le Bulletin", puis la "Revue de l'Action Française" paraît pour la première fois. Celle-ci se rallie rapidement aux idées de Maurras, qui gagnent les milieux intellectuels, étudiants et religieux. Bientôt sont fondés: "La Ligue d'Action Française" (1906), "L'Institut d'Action Française" (1906), enfin le journal L'Action Française (1908)<sup>29</sup>.

Les effectifs du mouvement qui s'organise autour de Maurras seront assez réduits mais son influence n'en sera pas moins considérable.

Vers la fin du siècle le nationalisme de la droite se heurte à l'attitude de la nouvelle génération qui n'a pas connu la guerre, ni l'envahissement du territoire. Elle considère le plus souvent l'annexion de l'Alsace-Lorraine d'un point de vue nouveau. Pour elle l'année 1870 n'est pas une épreuve vécue mais un événement historique. L'état d'esprit d'une grande partie de la nouvelle génération se retrouve dans un article explosif d'un jeune écrivain, Remy de Gourmont. Dans le Mercure de France d'avril 1891, il écrivait:

"[...] Personnellement, je ne donnerais pas, en échange de ces terres oubliées ni le petit doigt de ma main droite: il me sert à soutenir ma main quand j'écris, ni le petit doigt de ma main gauche: il me sert à secouer la cendre de ma cigarette. Inutile, à ce propos, de me traiter de mauvais Français ou même de Prussien, cela ne me toucherait pas: Kant était Prussien et Heine aussi; puis je vous demanderais, par curiosité pure, ce que vous donneriez de vos précieuses peaux pour joindre à la France la Wallonie belge ou la vallée de Lausanne, - pays, il me semble, un peu plus français de langue et de race que les bords du Rhin? [...] La question, du reste, est simple: l'Allemagne a enlevé deux provinces à la France, qui elle-même les avait antérieurement chipées: vous voulez les reprendre? Bien. En ce cas, partons pour la frontière. Vous ne bougez pas? Alors foutez-nous la paix"<sup>30</sup>.

Quelques mois après la parution de cet article, "par le jeu rapide et efficace des influences politiques", R. de Gourmont, attaché à la Bibliothèque Nationale, est révoqué. Pourtant la négation de "ce patriotisme abject, négatif de toute beauté, devenu une exploitation électorale, un ignoble moyen de réclame saltimbanquiste, le réservoir bryant et malpropre de la sottise et de la grossièreté humaine"<sup>31</sup> était assez commune à toute une partie de la jeunesse désenchantée. Albert de Mun décrira cette nouvelle génération en ces termes:

Je l'ai connue cette génération qui arrivait à l'âge d'homme quand s'effaçait l'image de la grande guerre. Elle semblait plutôt chercher son chemin dans l'aube du crépuscule que frayer sa route dans les lueurs de l'aurore. Fille de la défaite invengée, elle n'avait plus au cœur l'âpre tourment de la Revanche. L'espoir brûlant des relèvements glorieux ne hantait plus sa pensée[...] "<sup>32</sup>.

L'apaisement du désir de la revanche constaté chez les jeunes était aussi ressenti dans les divers milieux. C'est ce que constate François Coppée qui, le 22 juillet 1897, écrivait dans sa chronique du "Journal": "La pensée dont je me suis fait l'interprète - d'envoyer un souvenir à l'Alsace éprouvée par les récentes orages, n'a pas éveillé dans l'opinion un suffisant écho". A la suite de cet article en décem-

bre de la même année le "Mercure de France" fit une enquête sur l'Alsace-Lorraine. Les questions qui ont été posées à diverses personnes appartenant au monde scientifique, littéraire, artistique, à des commerçants et à d'anciens Alsaciens-Lorrains étaient les suivantes:

1<sup>o</sup> Un apaisement s'est-il fait dans nos esprits au sujet du traité de Francfort?

2<sup>o</sup> Pense-t-on moins à l'Alsace-Lorraine quoique, prenant à rebours le conseil de Gambetta, on en parle toujours autant?

3<sup>o</sup> Prévoit-on un moment où l'on ne considérerait plus la guerre de 1870-1871 que comme un événement purement historique?

4<sup>o</sup> Si une guerre venait à surgir entre les deux nations, trouverait-elle aujourd'hui en France un accueil favorable?<sup>33</sup>.

Si les réponses données aux questions varient parfois, elle ne diffèrent pas beaucoup de l'attitude de la jeunesse vis-à-vis du problème alsacien-lorrain. Écoutons quelques-unes:

"On parle beaucoup de l'Alsace-Lorraine; on considère comme toujours éventuelle une guerre franco-allemande: il faut bien que la classe bourgeoise ait un prétexte pour entretenir une armée permanente. L'armée est, en effet, son meilleur moyen de domination et de sauvegarde la plus sûre. Mais si l'on avait le courage d'être sincère, on avouerait que le traité de Francfort semble presque aussi lointain que le traité d'Utrecht [...] On pense si peu à l'Alsace-Lorraine qu'on acclame l'alliance franco-russe, parce qu'elle garantit, dit-on, le statu quo"<sup>34</sup>.

"[...] Pour l'immense majorité l'Alsace-Lorraine est une genouillère. Cette question est une vieille guitare. On veut la paix à tout prix, et l'on a fini par considérer la honte comme un bon oreiller pour y dormir. Encore quelques années, quelques mois peut-être, et nous trinquerons avec les Allemands"<sup>35</sup>.

"L'apaisement est évident, l'Allemand n'est plus un ennemi"<sup>36</sup>.

"Pour moi, un apaisement s'est fait dans nos esprits au sujet du traité de Francfort, aussi bien dans la jeunesse que dans le pays en général. Cependant peut-être dans l'Est la majorité des esprits a-t-elle un peu moins oublié"<sup>37</sup>.

"Je ne reconnais que l'intelligence; elle ne subit pas de frontières et volontier je sacrifierais la vie de cent imbécils français à celle d'un intelligent de n'importe où. L'intégrité du sol ne me préoccupe pas; le coin où je médite me suffit; on peut conquérir le territoire qui l'environne, jamais on n'attentera à ma pensée, et je ne bougerais pas"<sup>38</sup>.

Le souvenir des provinces perdues s'efface donc progressivement dans l'opinion française en ne reste vivant que dans les milieux de réfugiés qui se sont installés en France. Ces derniers vont entretenir la grande protestation de 1871. C'est le cas d'un haut fonctionnaire des Travaux Publics, d'origine alsacienne, Fernand de Dartein. Sous le pseudonyme de Jean Heimweh, il écrit différentes brochures qui expriment la revendication française à l'égard des pays annexés<sup>39</sup>. Quant aux Alsaciens-Lorrains qui sont restés dans leur pays il faut constater, que dans sa majorité, ils acceptaient, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le fait accompli. Un facteur démographique a joué dans ce sens. D'autres facteurs avaient également aidé à ce changement d'attitude: tout d'abord une certaine lassitude, ensuite l'accession à l'âge adulte d'une génération qui n'avait pas connu le régime français, enfin différentes mesures prises par les autorités allemandes - des réformes judiciaires, un système d'assurances, les grands travaux hydrauliques du Rhin de Kiel et de Strasbourg, la création de l'université à Strasbourg. La prospérité que connut l'Alsace après la crise économique de 1871-1880 ne fut pas étrangère à cette évolution<sup>40</sup>.

Avec le début du siècle se produit un réveil du patriotisme français. Ce revirement d'une partie de l'opinion est étroitement lié à la prise de conscience nouvelle du danger

allemand<sup>41</sup>. C'est l'époque du débarquement de l'empereur Guillaume II à Tanger (1905), des conflits balkaniques (1906-1908), d'Agadir (1911) etc. Ces perturbations dans les relations internationales ont provoqué un renouveau du sentiment national et alimenté l'antigermanisme latent d'une partie de la population française. Ce renouveau nationaliste reste cependant "inséparable d'un puissant regain d'intérêt marqué dans les larges secteurs de l'opinion pour les provinces perdues d'Alsace et de Lorraine"<sup>42</sup>.

La presse et la littérature<sup>43</sup> décrivent alors l'Allemagne comme une puissance menaçante tant au point de vue politique et militaire qu'au point de vue industriel, commercial, financier et démographique. Elles dénoncent la doctrine pan-germaniste. Les études, les enquêtes consacrées au développement de la puissance germanique, à la volonté allemande de domination mondiale se multiplient partout en France. Petit à petit, les esprits sont envahis par un véritable complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne. L'intoxication de l'opinion, faite de vérités et de grossiers mensonges, sera constamment poursuivie jusqu'en 1914.

Le souvenir de l'Alsace-Lorraine, un instant oublié, sauf dans les milieux de réfugiés, éveille à nouveau l'intérêt. Ces milieux ont constitué de nombreuses sociétés, amicales, où les provinces perdues occupent le centre des préoccupations. Des journaux comme L'Alsace-Lorraine de Paris de Florent Matter ou Le Messager d'Alsace-Lorraine d'Henri Albert, sont leur porte-parole. De nombreux livres<sup>44</sup> sont consacrés au récit de la résistance qu'opposent les Alsaciens-Lorrains à la germanisation. En 1907 est créé un Comité "Vers l'Alsace" qui aura parmi ses membres Raymond Poincaré.

Paul Déroulède, après quelques vacillations, revient aux postulats essentiels qui avaient constitué le point de départ de son engagement dans la vie publique: entretenir

le culte des provinces perdues, prêcher l'espoir de la Revanche. Dans le discours qu'il prononce le 3 décembre 1908 devant le monument aux morts de la bataille de Champigny il exprime ses nouveaux espoirs:

Pour la première fois depuis trent-huit ans, j'ai joyeusement gravi ce calvaire de Champigny-la-Bataille, pour la première fois je suis monté sur la tombe de nos morts en ayant au coeur un sentiment d'allégresse [...]. En vérité, oui! La face de la France s'est renouvelée. Le visage de tristesse et de résignation, d'humilité et d'inquiétude avec lequel elle avait supporté jusqu'ici les menaces, les flatteries, et, pour dire le mot, l'offensante maîtrise de nos vainqueurs, ce visage là a disparu. Nous avons vu réapparaître, toute rayonnante d'indignation et de fierté, la noble et généreuse figure de notre France d'autrefois, de cette France qui a jadis si follement prodigué son sang pour l'affranchissement des nations voisines et qui se montre enfin prête à le verser utilement pour sa propre libération, pour son propre honneur, pour ses propres intérêts et pour la reprise de son rang parmi les peuples.

C'est en effet tout cela qu'il s'agira de défendre et de reprendre dans la guerre future, dans la guerre inévitable et, ne craignons pas le dire nettement, dans une guerre plus prochaine que ne se l'imaginent et que ne s'évertuent à nous le faire croire messieurs les pacifistes, ces parents timides de nos antimilitaristes éhontés[...]"<sup>45</sup>.

En 1909, un jeune écrivain Georges Decroq, disciple de Barrès, fonde la revue Les Marches de l'Est qui s'occupe surtout de l'Alsace-Lorraine, mais aussi des mouvements nationaux tchèques et slovaques. Une nouvelle société est constituée, "La Ligue des jeunes amis de l'Alsace". Elle ne comprend que des jeunes hommes de moins de 30 ans. Elle a pour but de faire connaître aux étudiants français l'état de la question alsacienne, la lutte que soutiennent les provinces annexées pour la défense de leur culture et de leur patrimoine; elle se propose en outre de fournir aux Alsaciens-Lorrains l'appui moral qui leur est nécessaire<sup>46</sup>. Ainsi la question d'Alsace-Lorraine, oubliée pendant plusieurs années ressurgit comme devant être réglée à tout prix. La presse contribue à agiter les passions:

"Allemagne a beau faire, la France a beau faire: tant que la question de l'Alsace-Lorraine ne sera pas réglée, les rapports des deux nations resteront détestables. Le traité de Berlin du 4 novembre<sup>47</sup> n'a pas assaini l'atmosphère. Loin de là. Pourquoi? Parce que Metz et Strasbourg sont des captives.

Libre aux insensés de vouloir la guerre! La France, qui ne la redoute pas, ne fera rien pour la déchaîner. Elle doit se tenir prête, mais prudemment, mais chrétiennement. Il ne faut pas que l'on puisse dire que les catholiques poussent à la guerre"<sup>48</sup> - écrivait le journal catholique.

L'image d'une Alsace opprimée et résistante entretenue dans l'opinion française sera ensuite confirmée par les incidents survenus à Saverne en novembre 1913 et qui ont opposé les officiers allemands de la garnison à la population de la ville<sup>49</sup>.

Mais cette image était-elle conformé à la réalité?

Il est permis d'en douter. Ce n'est qu'assez exceptionnellement que les données politiques du problème semblent avoir été perçues dans toute leurs nuances, dans toute leur complexité et surtout dans toute leur singularité régionale. On a le droit de s'interroger sur l'étendue réelle de l'audiance dont bénéficient en fait, dans leur provinces mêmes, ceux qui étaient célébrés comme les porte-parole d'une population entière.

Ce que désiraient les Alsaciens-Lorrains, c'était, il nous semble, un statut autonome. Ce voeu était exprimé par le député démocrate de Colmar - Immer à la conférence de Berne qui le 10 mai 1913 réunissait les parlementaires français et allemands: Il a exposé en plus les raisons qu'il avait de s'opposer à tout nationalisme, qu'il soit français ou allemand.

"Nous sommes des gens qui voulons la paix, chez nous comme au dehors. Nous acceptons les faits accomplis, loyalement. Que l'Allemagne se montre loyale aussi à notre égard. Tout le mal vient de nos pangermanistes et de vos chauvins, également stupides. Ce sont leurs disputes et leurs excitations auxquelles ils se livrent, qui empêchent

la France et l'Allemagne de causer et de devenir amies, ce qu'elles devraient faire pour notre bien, pour leur bien et pour le bien de toute l'Europe.

[...] Je ne sais pas vraiment pas si vos nationalistes ont pour nous autant d'affection qu'ils le disent. Mais s'ils en ont tant soit peu, ils ne savent pas tout le mal qu'ils nous font"<sup>50</sup>.

En conclusion il faudrait donc constater que c'est la situation internationale et la situation politique nouvelle des provinces perdues qu'avaient contribué à un renouveau du nationalisme français. Toutefois il ne faut pas oublier d'autres éléments qui ont influencé aussi le sentiment national de l'époque. Il y a tout d'abord le changement des générations, il y a ensuite une politique voulue des partis et du pouvoir. Ainsi le nationalisme français peut paraître comme une réaction de défense contre les périls extérieures qui menacent la France mais aussi comme la canalisation d'un péril qui alarme une partie de l'opinion - le socialisme et le syndicalisme.

## Notes

<sup>1</sup> Cette cession représente un territoire d'environ 14 870 km<sup>2</sup> et une population de 1 628 000 habitants. R. Girardet, *Le Nationalisme français*, A. Colin, Paris 1966, p. 37.

<sup>2</sup> 768 sièges étaient à pourvoir, mais du fait des multiples élections et démissions le chiffre des élus fut fortement réduit.

<sup>3</sup> La fin de la Commune et la crainte du rétablissement de la monarchie, malgré la reconnaissance de la République comme régime officiel de la France, ne sont pas étrangères à ce brusque revirement.

<sup>4</sup> D. Halevy, *La fin des notables*, Grasset, Paris 1930, p. 43.

<sup>5</sup> R. Remond, *La droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*, Augier, Paris 1954, pp. 132-134.

<sup>6</sup> La majorité des députés de droite représentait des populations rurales sur lesquelles tout à coup pèse le poids de la conscription.

<sup>7</sup> R. Girardet, op. cit., p. 51.

<sup>8</sup> J. Ozouf, Le thème du Patriotisme dans les manuels primaires, "Revue Historique", juillet-sept. 1962, p. 16 et suiv.

<sup>9</sup> R. Girardet, La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939), Plon, Paris 1953, p. 169.

<sup>10</sup> Ibid., p. 166.

<sup>11</sup> Elle est nombreuse. Citons p.ex.: E. About, Alsace (1872) et Le roman d'un brave homme (1880); A. Daudet, La dernière classe, Récit d'un petit Alsacien, Contes du lundi (1873); E. Zola, La débacle (1892), E. Erckmann et A. Chatrion, Le banni (1882).

<sup>12</sup> S. Prudhomme, Je m'écriais avec Schiller..., Je suis un citoyen du monde..., Je me suis enfin repenti..., (1872), V. de Laprade, Les poèmes civiques (1873), F. Coppée, Le cahier rouge (1874).

<sup>13</sup> P. Déroulède, Les chants des soldats (1872) (cinquante rééditions en moins de six ans); Les nouveaux chants du soldat (1875); Marches et sonneries (1881); Refrains militaires (1888).

<sup>14</sup> Cf. C. Digeon, La crise allemande de la pensée française (1870-1914) Presses Universitaires de France, Paris 1959, pp. 50-51.

<sup>15</sup> R. Girardet, La Ligue des Patriotes dans l'histoire du nationalisme français, (in:) "Bulletin de la Société d'Histoire Moderne", 1958 n° 3, p. 4.

<sup>16</sup> Ibid., p. 5.

<sup>17</sup> Ibid., p. 5.

<sup>18</sup> Pour les uns c'est la restauration de la monarchie, pour d'autres c'est l'établissement d'une véritable démocratie économique et sociale ou le retour des provinces perdues.

<sup>19</sup> Pendant le premier ministère de J. Ferry (23 IX 1880 - 10 XI 1881).

<sup>20</sup> Pendant le second ministère de J. Ferry (21 II 1883 - 30 III 1885).

<sup>21</sup> P. Déroulède, devenu président de la Ligue en mars 1885, entraîne une révision du statut. Le premier but de la Ligue devint ainsi la restauration de l'Alsace-Lorraine à la France.

- 22 G. Lefebvre, Ch.H. Pouthas, M. Baumont, Histoire de la France pour tous les Français, t. II p. 385. Paris 1962.
- 23 D'après R. Girardet, Le nationalisme français..., op. cit., p. 116.
- 24 Le boulangisme s'est heurté à l'opposition de la majorité des partis républicains qui l'on ainsi renvoyé à leur adversaires.
- 25 Cf. R. Girardet, La Ligue des Patriotes..., op. cit., p. 5.
- 26 P. Déroulède, Refrains militaires, Paris 188, p. 64.
- 27 R. Girardet, La Ligue des Patriotes..., op. cit., p. 6.
- 28 Ch. Maurras, Enquête sur la monarchie, Hachette, Paris 1928, p. 101.
- 29 L. Dimier, Vingt ans d'Action Française, Paris 1926, p. 13.
- 30 "Mercure de France", Le joujou patriotisme, avril 1891, pp-194-8.
- 31 O. Mirbeau, "Le Figaro", 18 mai 1891. L'article repris dans "Les Ecrivains (1884-1894)", Flammarion Paris 1925.
- 32 Cité par J.M. Carre, Les écrivains français et le mirage allemand, Boivin et Cie, Paris 1947, p. 114.
- 33 "Mercure de France", déc. 1897, pp. 641-814.
- 34 Ibid., F. Herold, pp. 643-644.
- 35 Ibid., R. de Gourmont, pp. 693-694.
- 36 Ibid., H. Maret, p. 655.
- 37 Ibid., A. Hamon, réd.en chef de "L'Humanité Nouvelle", p. 685.
- 38 Ibid., P. Leataud, p. 653.
- 39 La question d'Alsace, Pensons-y et parlons-en (1891); Triple Alliance et Alsace-Lorraine (1892).
- 40 F. L'Huillier, Histoire de l'Alsace, P.U.F. Paris 1947, pp. 96-99.
- 41 Ibid. p. 112.
- 42 R. Girardet, Le nationalisme français..., op. cit., p. 237.
- 43 M. Prevost, M. et Mme Moloch (1906); V. Margueritte, Les Frontières du Coeur (1912); Cf. R. Girardet, op. cit. p. 224.

44 M. Barrès avec la série Les Bastions de l'Est (1905), Colette Baudoche (1909); R. Bazin, Les Oberlé (1901); P. Acker, Les Exilés (1911); J. Regamey, Jeune Alsace, A. Lichtenberger, Juste Lobel Alsacien (1911); G. Ducrocq, Les provinces inébranlables (1913).

45 Cité par. R. Girardet, op. cit. p. 225.

46 F. L'Huillier, op. cit., p. 89.

47 Cette allusion vise le troc Congo-Maroc qui mit fin à la crise d'Agadir.

48 "La Croix", la vraie question, 18 nov. 1911.

49 A la suite de ces incidents est constituée une "Ligue pour la défense de l'Alsace-Lorraine", le 13 mars 1914.

50 "L'Humanité", 25 mars 1913 cité par R. Redslob, La bourgeoisie alsacienne sous le régime allemand, Strasbourg-Paris 1954, p. 449.

## Résumé

Traktatem pokojowym podpisanym 10 maja 1871 r. Francja oddawała pod panowanie pruskie Alzację i północną część Lotaryngii. Fakt ten, wyznaczający początek epoki "pokoju zbrojnego" między Francją a Niemcami wpłynął w decydującym stopniu na postawę opinii publicznej wobec jej sąsiada wschodniego i zadecydował o obliczu nacjonalizmu francuskiego końca XIX w. i okresu poprzedzającego wybuch pierwszej wojny światowej.

Zagadnieniem "odzyskania ziem utraconych" żyły trzy generacje, których postawa polityczna znalazła odbicie w periodyzacji ruchu nacjonalistycznego. Pierwszy okres - 1871-1885 - charakteryzował się rozwojem idei rewanzu, której służyły zarówno badania nad przyczynami klęski francuskiej, jak też - podnoszony przez literaturę, poezję i pieśni - dramat straconych prowincji, cierpienia wychodźców, barbarzyństwo okupanta. W okresie następnym - 1885-1905, nacjonalizm francuski skierował się bardziej ku sprawom związanym z polityką wewnętrzną. Zadecydowała o tym sytuacja w kraju, jak i naturalne zjawisko oddalania się nowej generacji od problemów związanych z przegraną wojną. Pewne znaczenie miał także fakt, że społeczeństwo Alzacji i Lotaryngii godziło się z zaistniałą sytuacją, zaś młode pokolenie ulegało wpływom socjalistycznym i pacyfistycznym.

Uświadomienie sobie narastającego zagrożenia ze strony Niemiec po roku 1905 spowodowało obudzenie się patriotyzmu francuskiego. Perturbacje w stosunkach międzynarodowych tego okresu spowodowały wzrost zainteresowania Alzacją i Lotarynią. Tworzono komitety, zakładano nowe pisma, organizowano manifestacje patriotyczne, które z odzyskania tych ziem czyniły cel dla każdego Francuza, mobilizowały do udziału w wojnie.